

DISPUTE

L'adhésion de la Turquie à l'UE



À la veille de l'examen par le Conseil européen de la candidature turque à l'Union européenne, le Réseau Voltaire synthétise les différents arguments en présence et en examine la pertinence. Pour convaincre, partisans et adversaires n'hésitent pas à reprendre à leur compte des anachronismes et des préjugés répandus. Ils privilégient les réflexions identitaires sur les analyses stratégiques dont ils ignorent parfois les enjeux. Récapitulatif des pensées et des arrières-pensées.

page 2

Les capacités d'Abbas en question

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Tandis que Franck Gaffney dénonce la « trahison » d'Ariel Sharon, un débat s'ouvre sur les capacités de Mahmoud Abbas à faire la paix avec Israël. Ziad Asali se réjouit qu'il ait demandé la fin de toute violence, mais Joseph Biden s'interroge : M. Abbas a la volonté de faire la paix à tout prix, mais en a-t-il le pouvoir ? Ce n'est probablement pas en disant aux Palestiniens qu'ils doivent baisser les armes devant l'occupant que M. Abbas trouvera la légitimité dont il a besoin.

page 10

REPÈRE : 15 DÉCEMBRE 1791

La « Bill of Rights »

Les États-Unis adoptent la *Bill of Rights* (Déclaration des droits), le 15 décembre 1791. S'appuyant sur 10 amendements constitutionnels, tout homme libre peut aller devant les tribunaux pour faire respecter ses droits. Mais la philosophie du dispositif est très différente de celle de la *Déclaration* française de 1789. Alors que les Révolutionnaires français proclamaient les droits du citoyen comme unique source de légitimité de l'État, les Indépendantistes états-uniens précisait les droits concrets de l'individu face à l'arbitraire de l'État.

Le journaliste britannique Thomas Paine, dont les écrits provoquèrent la révolution américaine, rédige un pamphlet où il stigmatise un processus révolutionnaire interrompu : les États-Uniens se sont affranchis de la Couronne anglaise, mais ils ont renoncé à poser la question de la légitimité du pouvoir. Paine est élu député en France. ■



HONNEUR AUX VAINQUEURS !

George W. Bush a remis, le 14 décembre 2004, la plus haute distinction états-unienne, la médaille de la liberté, à George Tenet (ancien patron de la CIA), au général Tommy Franks (ancien commandant-en-chef du CENTCOM) et à Paul Bremer III (ancien directeur de l'Autorité provisoire de la Coalition) pour avoir « rendu leur pays plus sûr et avoir fait avancer la cause de la liberté humaine ». « Ces trois hommes symbolisent la noblesse de la fonction publique, la personnalité bienveillante de notre pays et l'influence bénéfique de l'Amérique dans le monde », a déclaré le président. L'invasion de l'Irak, perpétrée sous un prétexte imaginaire et en violation du droit international, a déjà fait plus de 140 000 morts. L'Autorité provisoire de la Coalition, organisme de droit privé, a pillé 5,7 milliards de dollars dans les réserves du Trésor national irakien. ■

Dispute

L'adhésion de la Turquie à l'UE

À la veille de l'examen par le Conseil européen de la candidature turque à l'Union européenne, le Réseau Voltaire synthétise les différents arguments en présence et en examine la pertinence. Pour convaincre, partisans et adversaires n'hésitent pas à reprendre à leur compte des anachronismes et des préjugés répandus. Ils privilégient les réflexions identitaires sur les analyses stratégiques dont ils ignorent parfois les enjeux. Récapitulatif des pensées et des arrières-pensées.



Photos : Djamal.s

Depuis que l'ancien président de la Commission européenne Romano Prodi a rendu public le rapport de la Commission européenne sur l'adhésion de la Turquie, le 6 octobre 2004, et a donné une réponse qu'il s'est plu à présenter comme « positive mais prudente », le débat sur l'adhésion turque s'est développé largement dans les pays de l'Union européenne. Auparavant, cette question se trouvait régulièrement discutée aux États-Unis, en Israël ou, bien sûr, en Turquie même, mais les pays européens semblaient assez peu concernés malgré les fréquents appels des gouvernements turcs.

Depuis la publication en revanche, le débat fait rage, surtout en France et en Allemagne, États fondateurs de l'Union européenne.

Partisans comme opposants à l'ouverture des négociations d'adhésion de la

Turquie à l'UE ont développé leurs argumentaires autour de différents points que nous allons essayer d'analyser ici de façon rationnelle.

Un pays majoritairement musulman dans un contexte de « choc des civilisations »

Le préjugé le plus présent dans le débat s'exprime à travers la question suivante : une société majoritairement musulmane peut-elle être démocratique et laïque ? Cette interrogation ne manquerait pas de choquer si on la transposait à une société historiquement chrétienne comme la France en se demandant si elle peut être démocratique et laïque. Il n'en demeure pas moins que cette question domine le débat.

Pour commencer, il conviendrait de noter que, hormis la France et le Portugal, les États membres de l'Union européenne sont des démocraties confessionnelles ou œcuméniques, pas laïques.

Puis, il conviendrait de se demander en quoi une religion serait intrinsèquement plus compatible qu'une autre avec la démocratie. Rappelons que dans un État laïque, les questions religieuses ressortent de la sphère privée quand les questions politiques sont de l'ordre de la sphère publique. Dans ce système de stricte séparation, les convictions religieuses de chacun ne doivent pas interférer avec la gestion de la cité - et cela est vrai aussi bien pour les démocrates chrétiens que pour les démocrates musulmans.

Enfin, il faut observer que l'appréhension envers l'islam, qui s'exprime à propos d'un grand pays comme la Turquie, ne s'applique pas à un petit État comme la Bosnie-Herzégovine que nul ne songe à écarter de l'Union.

Cette volonté de baser l'UE sur une identité chrétienne supposée était apparue sous la plume des démocrates-chrétiens européens qui tenaient à ce que le préambule de la Constitution européenne la mentionne. Elle avait été poussée par le Saint-Siège à travers une multitude d'initiatives.

Les mêmes protagonistes s'opposent aujourd'hui à l'adhésion turque mais, « politiquement correct » oblige, ils évitent bien souvent d'aborder de façon frontale la question d'une opposition supposée indépassable entre le christianisme européen et l'islam turc.

Toutefois, cette tendance générale n'empêche pas les exceptions. Ainsi un collectif de députés UMP [1] adopta un ton beaucoup plus agressif pour exhorter le président Jacques Chirac à refuser l'ouverture de négociations avec la Turquie au sommet européen du 17 décembre 2004. Reprenant l'argument traditionnel des opposants à l'adhésion turque selon lequel la Turquie n'est pas en Europe, ils accompagnent cette remarque de l'expression affichée d'une défiance vis-à-vis de l'islam. Pour eux, l'entrée de la Turquie n'est rien de moins que « le dernier avatar de la conquête de l'empire romain d'Orient, la Turquie ne prétend plus renverser l'Empire d'Occident, mais y pénétrer avec la bénédiction de Cassandre de la Commission européenne ». Les auteurs estiment que si les « islamistes » de l'AKP souhaitent un rapprochement avec l'Union européenne, c'est que cette dernière est conditionnée par une diminution de l'influence des militaires, « les seuls qui empêchent ce pays de tomber dans un islam radical ».

Emportés par leur émotion, ces auteurs en viennent donc à défendre la démocratie européenne, selon eux menacée par l'islam turc, en préconisant le rétablissement de la dictature militaire en Turquie.



Cette attaque frontale fait toutefois figure d'exception. Ce qui est généralement mis en avant par les opposants à l'adhésion turque, c'est une dimension géographico-culturelle floue dont ils se gardent bien de définir précisément les contours spirituels et les frontières géographiques (surtout à l'Est).

L'ancien ministre français des Affaires européennes et aujourd'hui eurodéputé UMP, Alain Lamassoure [2], fut le premier à raisonner ainsi dans la presse française (bien

qu'au détour d'interviews, des personnalités comme Valéry Giscard d'Estaing avaient dénoncé une éventuelle adhésion turque). Sur cette base, les députés UDF Hervé Morin, Michel Mercier et Marielle de Sarnez [3] développèrent plus tard un argumentaire mêlant le discours géographico-culturel et les préoccupations institutionnelles : en s'étendant indéfiniment, l'Union européenne devient ingérable et il n'est plus possible de favoriser l'intégration interne. Une Europe en voie d'extension indéfinie serait une Europe en voie de dissolution qui se réduirait définitivement à une zone de libre-échange, incapable de rivaliser politiquement demain avec les États-Unis et la Chine. Ils demandaient donc que les frontières indépassables de l'Union européenne soient l'Atlantique, la Méditerranée et le Bosphore tout en recommandant, comme M. Lamassoure un partenariat avec la Turquie.

L'objection peut être jugée convainquante bien que de circonstance : on devine pourquoi elle est soulevée maintenant, à propos de cette candidature, et pas auparavant, au sujet de la Pologne catholique par exemple.

Face à ces procédés dilatoires, rares sont ceux qui rappellent, comme Luc Ferry [4], que la construction d'un espace commun devrait se baser sur une volonté de « vivre ensemble », sur des États de droit, sur des critères démocratiques - bref, sur l'idéal anticommunitariste des Droits de l'homme.

En fait, la dimension communautaire est également centrale chez les partisans de l'adhésion turque : ce serait parce que la Turquie est un pays musulman que l'Union européenne aurait intérêt à l'intégrer. Michel Rocard [5] dénonce ainsi la logique qui veut que la Turquie ne soit pas acceptée en Europe au nom d'une identité chrétienne, qui en garantit la cohésion. Au contraire, elle serait un bon moyen d'éviter le « choc des civilisations ». Dans un texte largement diffusé, l'ancien ministre grec des Affaires étrangères, George A. Papandreou [6] reprenait cet argument et insistait, en prenant exemple sur la politique qu'il a conduit en Grèce en dépassant une opposition ancestrale entre les deux pays, afin que soit envoyé un signal positif au monde musulman.

Les commentateurs négligent ici le problème chypriote, alors que la partition de l'île incarne la persistance des tensions historiques entre le monde hellénique et turc. Ils ne relèvent pas le rejet par les Chypriotes grecs du plan Annan de réunification de l'île, le 24 avril dernier, considérant implicitement que cette question trouverait sa solution naturelle si l'on avait la volonté politique d'aboutir.



La presse anglo-saxonne et israélienne souligne, quant à elle, que la Turquie - pays « islamique modéré » - est la mieux à même de mener le combat contre le terrorisme islamique. Elle peut servir de pont entre les cultures et permettre d'éviter la « guerre des civilisations ». Rappelons ici que cette notion de « guerre des civilisations » ne décrit pas une agressivité objective des populations musulmanes, mais a été théorisée au sein du Conseil de sécurité nationale des États-Unis pour stigmatiser une cible coloniale. Par le passé et il y a quelques années encore, l'Occident représentait le dogmatisme et l'islam la tolérance. Ce n'est que depuis le 11 septembre 2001 que la communication états-unienne a imposé une assimilation entre islam et haine, islam et terrorisme, substituant ainsi une nouvelle peur à celle du communisme après l'effondrement de l'URSS.

L'idée d'un État musulman modéré s'opposant aux « islamistes », qui peut au premier abord apparaître de bon aloi, introduit en fait dans le débat européen, en le reprenant à son compte, le poison d'une opposition irréductible et meurtrière entre l'Orient et l'Occident.

Ainsi, un auteur du cabinet de relations publiques Benador Associates, Amir Taheri, s'est-il réjoui dans *Gulf News* d'une possible adhésion turque qui serait un facteur stabilisateur dans la région et créerait un lien entre l'Europe et l'islam [7]. Cet argument fut particulièrement mis en avant lors des commentaires sur les attentats d'Ankara, en novembre 2003. Des auteurs comme l'ancien directeur du planning politique du département d'État Henri J. Barkey [8] ou comme le collaborateur de la CIA Shlomo Avineri [9] estimèrent que ces attentats pousseraient naturellement la Turquie vers « l'Occident » dans la guerre au terrorisme et que dans ces conditions, l'adhésion à l'Union européenne irait de paire [10]. Toutefois, quelques rares analystes, comme Zeyno Baran et Andrew Apostolou [11], exprimèrent leur crainte de voir ces attentats entraîner un durcissement des mesures anti-terroristes incompatible avec les critères d'adhésion.

Cet argument du « choc des civilisations » est si présent dans la presse grand public occidentale, que les dirigeants turcs décidèrent d'y répondre en présentant leur culture religieuse comme un atout, bien que leur pays soit laïque. Reprenant les déclarations de George W. Bush dans une interview accordée à des journalistes du *Washington Post* lors du sommet de Davos en janvier 2004 [12], Recep Tayyip Erdogan déclara que c'était justement parce que la Turquie était le symbole de la coexistence possible entre l'islam et la

démocratie qu'elle avait été attaquée. Lors de cette interview, il s'éloigna toutefois de la propagande états-unienne en déclarant que les suspects arrêtés n'appartenaient pas à Al Qaïda. Avant lui, l'ancien ministre turc de l'Économie, Kemal Dervis, reprenant à son compte les thèses de Samuel Huntington sur la Turquie, pays qui serait « déchiré » entre Orient et Occident, affirmait qu'en frappant la Turquie, les terroristes démontraient qu'ils avaient compris la nature mondiale de « la lutte pour l'âme de la Turquie » [13]. Il enjoignait donc le dirigeant européen à ne pas rejeter la Turquie pour ne pas alimenter l'affrontement « prophétisé » par Huntington.

Turquie, cheval de Troie des USA ou stabilisateur régional ?

Les liens historiques du pays avec les États-Unis permettent aux opposants à l'adhésion turque d'arguer de l'arrivée d'un cheval de Troie états-unien dans l'Union européenne, mais il est rare qu'ils en fassent un élément central. Ainsi, Robert Badinter [14], dans un texte où il dénonçait principalement le déni de démocratie que représenterait l'absence de vote au Parlement sur l'ouverture des négociations avec la Turquie, soulevait l'idée que le soutien de Washington à l'adhésion turque était peut-être un moyen d'empêcher l'émergence d'une Europe puissance. A contrario, cette réaction avait été dénoncée par Dominique Moisi [15]. Selon lui, la croyance en un complot américain serait simplement le signe que l'Europe n'est pas prête à accepter un pays musulman.

Les partisans de l'adhésion mettent, eux, en avant que les liens turcs avec les États-Unis et Israël doivent amener à soutenir l'adhésion comme facteur de stabilisation du Proche-Orient. La Turquie, arrimée à l'UE, pourrait même servir de médiateur dans le conflit israélo-palestinien et contribuer à la stabilité du Caucase.

Rappelons que sur le plan stratégique, l'adhésion de la Turquie est une vieille lune de Washington qui souhaite toujours voir se superposer le futur grand marché transatlantique et l'OTAN. Vue du Pentagone, Ankara était aux mains de militaires dévoués et le reste n'importait pas. Tel-Aviv, qui entretenait des relations privilégiées avec les militaires turcs, pouvait aussi espérer glisser à son tour un pied dans l'Union.

Pour l'ancien conseiller d'Ehud Barak, Alon Liel [16], la Turquie représente une chance pour l'Europe car, outre le fait qu'elle dispose d'une population jeune qui fait cruellement défaut au vieux continent, l'Europe gagnera une pénétration géostratégique au Moyen-Orient et une armée puissante. D'après lui, cela aurait pour conséquence de rendre Bruxelles aussi importante que Washington dans la région. Il estime qu'une telle situation détournerait la Turquie d'Israël et des États-Unis, mais que les deux pays y gagneraient en définitive puisque cela stabiliserait la région.

Il semble que cette analyse soit toujours en vigueur dans les cercles décisionnaires états-uniens et qu'elle soit la raison pour laquelle Washington pousse tant à l'entrée de la Turquie dans l'UE. Mais cette politique semble l'héritage de conceptions anciennes inadaptées aux évolutions du moment. Une fois la Turquie dans l'Union, les liens d'Ankara avec les États-Unis et Israël se distendraient peut-être. D'autant que la Turquie a déjà changé. Dans les dernières années, l'OTAN pouvait compter sur le régime militaire turc,

puis sur les mêmes militaires dans l'ombre d'un pouvoir civil faible. À cette époque, la Turquie était l'alliée d'Israël face au monde arabe. Mais tout a changé depuis deux ans. Les États-Unis ont envahi l'Irak et y ont installé une force permanente de plus de 140 000 hommes. Le peuple turc s'est opposé à cette invasion et, dans un acte démocratique qui peut servir d'exemple à l'Occident, le Parlement turc a interdit aux États-Unis d'utiliser les bases de l'OTAN sur son territoire pour commettre son crime. Le Pentagone a été contraint de modifier son plan d'attaque et de retarder l'invasion de trois semaines. L'état-major a respecté la décision du pouvoir civil.

En outre, les États-Unis ont donné une autonomie complète au Kurdistan irakien et le guident vers l'indépendance - mettant en péril l'intégrité de la Turquie, de la Syrie et de l'Iran. L'état-major turc a en conséquence apporté son soutien au pouvoir civil et Ankara s'est rapproché de Téhéran et de Damas. Aujourd'hui, la Turquie souhaite entrer dans l'Union et participer à la formation d'une armée européenne pour s'affranchir du cercle trop étroit qu'elle forme avec Washington et de Tel-Aviv. Ceux qui, au département d'État, pensent pouvoir la manipuler demain comme ils le firent jadis se trompent : ils ne pourront y parvenir tant qu'ils occuperont l'Irak.

L'un des rares à percevoir ces changements et à les énoncer dans la presse fut l'analyste états-unien Ian Bremmer [17] qui, tout en partageant l'analyse de Liel sur le caractère positif pour l'Europe d'une telle adhésion, se demande ce que Washington a à gagner dans cette affaire. La position de Bremmer est isolée dans le débat : il estime que Washington n'a aucun intérêt à voir se constituer une Europe puissance en accueillant la Turquie... à moins bien sûr, conclut-il, que l'objectif de ce soutien ne soit justement de servir de repoussoir aux Européens qui honnissent Washington.

La dimension géostratégique et l'économie : les presque absentes

On note que chez les partisans comme chez les adversaires de l'adhésion, la dimension géostratégique est marginalisée, la dimension économique presque totalement absente, tandis que le discours se focalise sur la question ethnico-religieuse ou le choc des civilisations, c'est-à-dire les problématiques mises en place par l'administration Bush, qui semblent avoir intégré complètement le débat sur la construction européenne.

Tous ces arguments semblent construits sur une vision de l'Union européenne facteur de croissance économique et d'enrichissement, pouvant solidement arrimer la Turquie à « l'Occident », mais pas comme une entité politique capable d'avoir une politique étrangère et de sécurité autonome, voire indépendante.

Même les Turcs ne mettent pas cet élément en avant. Ainsi, bien qu'il s'agisse d'un des atouts objectifs de la candidature turque, sa puissance militaire et la possibilité de développer plus facilement une défense européenne si elle devient membre de l'Union européenne ne sont que rarement évoquées. Ce dernier point n'est qu'esquissé dans une tribune d'Abdullah Gül dans l'*International*



Herald Tribune en décembre 2003 [18], peu avant qu'il passe le relais à M. Erdogan à la tête du gouvernement et s'installe au ministère des Affaires étrangères.

Sur la question économique, faisons remarquer que, contrairement à certains pays nouvellement entrés, la Turquie remplit déjà les critères de Copenhague. Ce qui ne résoudrait pas pour autant les problèmes dus à la différence de développement économique avec l'UE. Notons que l'intégration de l'Espagne et du Portugal a justement été un moteur pour l'économie de ces deux pays. Cependant, cela n'avait pu être réalisé que grâce à un système de redistribution des richesses au sein de l'Union remis en cause lors de l'élargissement à vingt-cinq. Cette question là n'est donc pas propre à la Turquie mais, encore une fois, aux choix politiques impulsés à l'Europe.

Si la Turquie entrait dans l'UE - ce qui, compte tenu de la durée des négociations, ne saurait en tout état de cause intervenir avant dix à quinze ans, comme le fait remarquer l'ambassadeur Jean-Daniel Tordjman [19] - elle deviendrait probablement un État pivot. Tout d'abord, elle en serait le deuxième membre le plus peuplé, ce qui lui donnerait un poids particulier du fait de la pondération des votes en fonction de la population. Mais surtout, elle offrirait à l'Europe une pénétration géostratégique au Proche-Orient et une armée puissante pouvant prendre part à une défense commune.

La Turquie a voulu, par le passé, jouer de sa culture musulmane pour se tourner vers les États arabes, mais a essuyé leur refus. C'est pourquoi Jacques Chirac a souligné que la question ne se borne pas à accepter ou exclure la Turquie, mais à déterminer si on la préfère à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Union. Dans le cas d'une fermeture de l'Union, elle n'aurait d'autre choix pour éviter l'asphyxie que de se tourner vers les populations turcophones d'Asie, déstabilisant ainsi tous les États de la route de la soie. À l'inverse, son intégration dans l'Union ferait de la Turquie la charnière entre deux mondes. C'était d'ailleurs la stratégie de la Sublime Porte jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Cédric Housez

[1] « **La Turquie n'est tout simplement pas l'Europe** », par un groupe de parlementaires UMP, *Le Figaro*, 14 octobre 2004. Traité dans *Voltaire*, 15 octobre 2004.

Les signataires de ce texte : Philippe Pemezec est député UMP des Hauts-de-Seine ; Roland Blum des Bouches-du-Rhône ; Bernard Brochand des Alpes-Maritimes ; Yves Bur du Bas-Rhin ; Nicolas Dupont-Aignan de l'Essonne ; Marc Le Fur des Côtes-d'Armor ; Lionel Luca des Alpes-Maritimes ; Richard Mallie des Bouches-du-Rhône ; Thierry Mariani du Vaucluse ; Axel Poniatowski du Val-d'Oise ; Georges Siffredi des Hauts-de-Seine ; Jean-Sébastien Vialatte du Var.

[2] « **Pourquoi la Turquie ne peut pas entrer dans l'Union** », par Alain Lamassoure, *Le Figaro*, 6 octobre 2004. Traité dans *Voltaire*, 6 octobre 2004.

[3] « **Turquie : débattre et voter** », par Hervé Morin, Michel Mercier et Marielle de Sarnez, *Le Figaro*, 12 octobre 2004. Traité dans *Voltaire*, 13 octobre 2004.

[4] « **Le "non" serait une colossale erreur** », par Luc Ferry, *Le Monde*, 22 octobre 2004. Traité dans *Voltaire*, 25 octobre 2004.

[5] « **Ne ressuscitons pas le rêve carolingien !** », par Michel Rocard, *Le Figaro*, 16 novembre 2004. Traité dans *Voltaire*, 17 novembre 2004.

[6] « [Let the talks begin for Turkey's bid to join the European Union](#) », par George Papandreou, *Taipei Times*, 8 octobre 2004. Traité dans *Voltaire* du 11 octobre 2004.

[7] « [Turkey enjoins Europe and Islam](#) », par Amir Taheri, *Gulf News*, 5 octobre 2004. Traité dans *Voltaire*, 6 octobre 2004.

[8] « [Blasts Won't Shatter Turkey's Ties to West](#) », par Henri J. Barkey, *Los Angeles Times*, 30 novembre 2003. Traité dans *Voltaire*, 1er décembre 2003.

[9] « [Have the bombers blundered ?](#) », par Shlomo Avineri, *Jerusalem Post*, 25 novembre 2003. Traité dans *Voltaire*, 25 novembre 2003.

[10] À noter que ces deux auteurs défendent également l'indépendance du Kurdistan irakien, ce que rejette Ankara.

[11] « [A new front in the war](#) », par Zeyno Baran et Andrew Apostolou, *Washington Times*, 11 décembre 2003. Traité dans *Voltaire*, 11 décembre 2003.

[12] « [Democracy And Islam Can Coexist](#) », par Recep Tayyip Erdogan, *Washington Post*, 26 janvier 2004. Traité dans *Voltaire*, 26 janvier 2004.

[13] « [La Turquie et la fracture de civilisations](#) », par Kemal Dervis, *Le Figaro*, 24 novembre 2003. Traité dans *Voltaire*, 24 novembre 2003.

[14] « [Turquie : paroles, paroles...](#) », par Robert Badinter, *Le Monde*, 22 octobre 2004. Traité dans *Voltaire*, 25 octobre 2004.

[15] « [Europe is not ready to swallow Turkey](#) », par Dominique Moisi, *International Herald Tribune*, 22 octobre 2004. Traité dans *Voltaire*, 25 octobre 2004.

[16] « [Turkey will strengthen Europe](#) », par Alon Liel, *Ha'aretz*, 5 octobre 2004. Traité dans *Voltaire*, 6 octobre 2004.

[17] « [Would Turkey split the EU and the U.S. ?](#) », par Ian Bremmer, *International Herald Tribune*, 22 octobre 2004. Traité dans *Voltaire*, 25 octobre 2004

[18] « [My government has delivered](#) », par Abdullah Gül, *International Herald Tribune*, 12 décembre 2003. Traité dans *Voltaire*, 12 décembre 2003.

[19] « [Commençons au moins les négociations !](#) », par Jean-Daniel Tordjman, *Le Figaro*, 6 octobre 2004. traité dans *Voltaire*, 6 octobre 2004

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Les capacités d'Abbas en question

Analyse

Frank J. Gaffney Jr, coordinateur des faucons, déplore dans le *Washington Times* que l'idée dominante à Washington soit désormais de faire pression sur Tel-Aviv pour qu'il négocie avec les Palestiniens. Cette pression est si forte qu'Ariel Sharon lui-même « trahit » son camp et abandonne le rêve d'un Grand Israël en projetant d'évacuer Gaza. Les faucons soutiennent donc la minorité du Likoud.

Côté colombes, Ziad Asali note dans *Gulf News* que les élections en Palestine, devenues nécessaires après la mort d'Arafat, sont l'occasion de démocratiser l'Autorité palestinienne. Il se réjouit du sens de la responsabilité de Mahmoud Abbas, d'Ahmed Qorei et de Marwan Barghouti et espère que tous renonceront à la violence et parviendront à la paix. Certes, mais ce n'est probablement pas en disant aux Palestiniens que leur lutte de soixante ans fut vaine et qu'ils doivent baisser les armes devant l'occupant que M. Abbas trouvera la légitimité dont il a besoin.

C'est d'ailleurs la question que se pose Joseph Biden dans le *Los Angeles Times* : M. Abbas a la volonté de faire la paix à tout prix, mais en a-t-il le pouvoir ? Au passage, le sénateur laisse tomber les accusations états-uniennes vis-à-vis de l'Autorité palestinienne pour les déplacer vers la Syrie et l'Iran. Ce sont désormais ces deux gouvernements qui sont accusés de soutenir le « terrorisme ».

À propos de l'Iran, les professeurs Vali Nasr et Ali Gheissari mettent en évidence dans l'*International Herald Tribune* la montée en puissance des Gardiens de la révolution. Ce corps, qui représente un tiers des forces armées, contrôle la politique nucléaire. C'est donc avec lui qu'il faut négocier, au besoin en jouant sur les rivalités qui l'opposent aux autres factions au pouvoir à

Téhéran. Cette analyse nous paraît plus proche de la réalité que les précédentes. Nous avons souvent indiqué qu'il existe trois principales sources de légitimité politique en Iran : celle de la religion, celle des anciens combattants de la guerre Iran-Irak, et celle du bazar. Dans la rhétorique occidentale, les deux premiers groupes sont qualifiés de « conservateurs » parce qu'ils se réclament de l'héritage de l'imam Khomeyni, tandis que le troisième est « réformateur » parce qu'il prône l'ouverture commerciale. Ces qualifications ne rendent pas compte des programmes politiques de chacun et induisent des contre-sens dans la mesure où les « conservateurs » sont fidèles à la révolution islamique, tandis que les « réformateurs » cherchent à réhabiliter des éléments occidentalisés jadis compromis avec la dictature du shah.

L'ambassadeur Stuart E. Eizenstat considère dans l'*International Herald Tribune* que les négociations de la troïka européenne avec l'Iran seront l'occasion de tester la fiabilité de la politique étrangère européenne. Il attend des Européens qu'ils parviennent à convaincre les Iraniens de renoncer à leur programme nucléaire et de cesser leur soutien au « terrorisme » (c'est-à-dire aux organisations armées palestiniennes et libanaises de résistance à l'occupation israélienne). À noter que, à ses yeux, la troïka représente l'Union européenne et la crédibilité de sa diplomatie se mesure à sa capacité à défendre les analyses et intérêts des États-Unis et d'Israël.

Enfin, le journaliste Peter Bergen assure dans le *Los Angeles Times* que, pour les États-Unis, le vrai danger avec le terrorisme islamique n'est ni avec les musulmans d'Orient, ni avec ceux qui résident sur le sol américain, mais avec ceux d'Europe. La vieille Europe serait par tradition intolérante et susciterait ainsi une rancœur qui se tournerait pourtant vers le nouveau continent.

Réseau Voltaire

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de*

« Les perspectives risquées d'Israël »

Source : Washington Times

Référence : « Israel's risky outlook », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 14 décembre 2004.

Depuis des années, les Israéliens votent pour des dirigeants qui promettent de les protéger contre leurs voisins arabes qui veulent détruire l'État juif mais qui finissent, comme Rabin, Netanyahu ou Barak, par faire des concessions et légitimer Yasser Arafat ou ses acolytes terroristes en les présentant comme des « partenaire pour la paix ». Ce faisant, ils ont renforcé ceux qui souhaitent un démantèlement d'Israël et ils accroissent les pressions sur Israël.

De telles pressions prennent bien des formes. Oubliant que la résolution 242 de l'ONU réclamant le respect du droit à l'existence dans des frontières sûres de tous les pays de la région, des ennemis comme l'Égypte, l'Iran, l'Arabie

Washington ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

saoudite, la Libye et la Syrie demandent qu'Israël paye un prix acceptable aux Palestiniens pour obtenir la paix, faisant mine d'ignorer que ces derniers ne signeront jamais d'accord tant que les principales nations de la région ne le signeront pas. Israël est l'excuse de ces régimes totalitaires pour refuser toute libéralisation. Les Européens de leur côté voient les attentats terroristes comme une justification pour demander une reprise des négociations plutôt qu'une raison de refuser le frauduleux « processus de paix ». L'ONU, dominée par les nations hostiles à Israël condamne plus ce pays que tous les autres et son émanation juridique, la Cour pénale internationale a condamné Israël pour avoir construit une barrière le protégeant des terroristes.

On peut noter au crédit de l'administration Bush qu'elle réfrène les pressions sur Israël, mais cela pourrait changer. En effet, **Tony Blair**, **Michael Scheuer**, **Brent Scowcroft** et **Zbigniew Brzezinski** demandent aujourd'hui qu'un plan de paix soit imposé à Israël. De son côté, **Ariel Sharon** semble plus préoccupé par sa place dans l'Histoire que par la sécurité d'Israël et il a accepté un retrait unilatéral de Gaza qui va encourager les terroristes. Il négocie avec **Shimon Peres**, le partisan des accords d'Oslo.

C'est une heure sombre pour Israël, trahi par ses dirigeants et par ses amis.

Ziad Asali



Ancien président de l'American-Arab Anti-Discrimination Committee, Ziad Asali est président de l'American Task Force on Palestine.

« Presser le pas »

Source : Gulf News

Référence : « Putting the best foot forward », Ziad Asali, *Gulf News*, 15 décembre 2004.

L'harmonie et l'adresse de la direction palestinienne pour faire face aux événements dramatiques des dernières semaines a été surprenante et inattendue. Il y a eu peu de mauvaises décisions, s'il y en a même eu. Même Marwan Bargouthi a finalement renoncé à se présenter pour éviter la division et le désordre. Abbas a mis en place un partenariat avec Ahmed Qoreï dans une impressionnante démonstration d'unité. Il ne se comporte pas comme un candidat, mais comme un homme d'État, négociant avec les factions palestiniennes et les pays arabes et rassemblant des fonds pour soutenir l'économie. C'est un candidat confiant dans la victoire et prêt à diriger. Il n'a pas besoin d'être testé, mais aidé.

Faciliter l'organisation des élections, diminuer les humiliations aux barrages routiers, diminuer la présence militaire israélienne et accroître la mobilité des Palestiniens pour favoriser la croissance économique aidera les candidats à négocier. **George W. Bush** a affirmé que la résolution du conflit avait une place importante dans son agenda politique. Il voit la prochaine élection comme une occasion de désigner un partenaire pour la paix. Il faut que les États-Unis s'engagent auprès des Palestiniens pour leur avenir et des Israéliens pour leur sécurité. Ce n'est pas incompatible.

Ariel Sharon est en train d'organiser le retrait de Gaza et, quelles que soit ces intentions, il s'agit du premier pas mettant fin au rêve du grand Israël fondé sur des principes religieux ou métaphysique. Il faut toutefois éviter que ce plan, ne serve à gagner du temps et à retarder les discussions israélo-palestiniennes.

Les États-Unis doivent soutenir la démocratisation des institutions palestiniennes pour qu'elle devienne la base d'une Palestine viable, indépendante et démocratique.

Joseph R. Biden Jr.



Joseph R. Biden Jr. a conduit une carrière exclusivement politique. Élu sénateur du Delaware, en 1972, dès l'âge légal de 30 ans, il s'est d'abord fait connaître pour ses positions libérales au sein de la Commission de la Justice. En 1991, il met en scène de très médiatiques auditions à l'occasion de la nomination du juge Clarence Tomas à la Cour suprême alors que le magistrat est accusé de harcèlement sexuel. En 1997, il devient le leader démocrate, puis le président, de la Commission des Affaires étrangères. Il pousse son pays à l'engagement militaire en Yougoslavie, puis en Irak, mais s'oppose au programme de « guerre des étoiles ». Il est aujourd'hui leader démocrate de la Commission des Affaires étrangères du Sénat.

« La seconde chance du Proche-Orient »

Source : Los Angeles Times

Référence : « The Mideast's Second Chance », par Joseph R. Biden Jr., *Los Angeles Times*, 15 décembre 2004.

L'année dernière, quand Abbas a été brièvement Premier ministre de l'Autorité palestinienne, les États-Unis, Israël et la communauté internationale ne lui ont pas accordé le soutien dont il avait besoin. Aujourd'hui, nous avons une seconde chance. **Yasser Arafat** est parti et Abbas est le favori pour la prochaine élection présidentielle en ayant fait de l'arrêt des violences sa première priorité. Il cherche aujourd'hui un engagement de tous les Palestiniens pour un cessez-le-feu et il est déterminé à placer les différents services de sécurité palestiniens sous son autorité. Sa reconnaissance de la responsabilité palestinienne dans les actions à mener contre le terrorisme donne à Israël ce qui lui fait défaut : un partenaire pour la paix.

Toutefois, le retour d'Abbas pose une question fondamentale : Arafat avait la capacité de faire la paix, mais pas la volonté ; Abbas a la volonté, mais en a-t-il la capacité ? Les États-Unis et Israël doivent l'aider à pouvoir faire la paix : Israël a commencé à prendre des mesures pour faciliter les élections, mais il faut faire plus :

- ▶ Il faut reconnaître que la Syrie et l'Iran ont un grand rôle dans le terrorisme et que le vrai test pour les Palestiniens sera de faire un effort contre le terrorisme, pas d'y mettre fin.
- ▶ Israël doit transmettre le maximum de responsabilités aux Palestiniens quand cela est possible.
- ▶ Israël doit coordonner le retrait de Gaza avec les Palestiniens.
- ▶ Israël doit convaincre les Palestiniens que son plan de désengagement n'est qu'un début et pas une fin. **Ariel Sharon** doit donc réitérer son soutien à la « feuille de route » et montrer ainsi qu'il a compris la pression démographique qui s'exerce sur Israël.

Les États-Unis doivent soutenir économiquement Abbas et nommer un envoyé spécial pour défendre la « feuille de route ». Il faut également pousser les pays arabes à normaliser dans le même temps leurs relations avec Israël.

Vali Nasr, Ali Gheissari

Vali Nasr est professeur de question de sécurité nationale à la Naval Postgraduate School et de sciences politiques à l'université de San Diego.



Ali Gheissari est professeur d'histoire à l'université de San Diego.

« Derrière les imams militants, les gardiens militants »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Behind the militant imams, the militant guards », par Vali Nasr et Ali Gheissari, *International Herald Tribune*, 14 décembre 2004.

Tandis que l'administration Bush examine les options face à la menace nucléaire iranienne, il faut que Washington prête attention à un changement discret dans le pouvoir iranien : la montée en puissance de l'armée face aux religieux.

La prise de contrôle progressive des rouages du pouvoir iranien par le corps des Gardiens de la révolution a de lourdes implications pour l'Iran et la politique américaine dans ce pays. Ce corps fut formé en mai 1979 par de jeunes fanatiques, partisans de Khomeini, pour lutter contre les milices gauchistes. Il a évolué et a été intégré à l'armée durant la guerre contre l'Irak. Bien financé, c'est ce corps d'armée qui supervise le programme nucléaire. Aujourd'hui, il comprend 150 000 soldats (le tiers des forces armées iraniennes). Cette armée est dirigée par des conservateurs. Depuis 1997, la direction de la Garde a gagné en influence dans les domaines de politique étrangère, de planning politique et sur l'économie. Elle domine le ministère de la Défense et elle est responsables de la sécurité des principaux religieux. Plus du tiers des parlementaires sont d'anciens membres de cette Garde.

L'élément le plus important pour les États-Unis, c'est qu'elle a les clés de la dispute nucléaire. Elle a la main sur ce programme et elle ne veut pas une augmentation de la force conventionnelle iranienne de peur d'être débordée, elle voit donc l'arme nucléaire comme son seul moyen de survie tout en projetant son pouvoir dans la région. Si on ne fait que menacer l'Iran, on renforce ce groupe, il faut donc une approche plus proche de celle des Européens. La Garde a des intérêts économiques importants sur lesquels il est possible de jouer. Il faut aussi exploiter les divisions politiques entre religieux et militaires.

Stuart E. Eizenstat



Stuart E. Eizenstat est ancien vice-secrétaire au Trésor sous l'administration Clinton. Il était coprésident de la Commission on Weak States and US National Security du Center for Global Development. Il était négociateur en chef états-unien à la conférence de Kyoto et a été l'ambassadeur spécial des États-Unis pour la réparation de l'Holocauste (1995-2002). Promoteur du TABD, il est co-président de l'European-American Business Council et travaille aujourd'hui au cabinet Covington & Burling.

« L'Iran : un test pour l'approche européenne »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Iran : A test for the European approach », par Stuart E. Eizenstat, *International Herald Tribune*, 14 décembre 2004.

La menace nucléaire iranienne est peut-être la plus grande menace à laquelle fait face l'administration Bush. Il s'agit également d'un test pour la politique étrangère commune de l'Union européenne et pour sa capacité à résoudre les problèmes mondiaux via la diplomatie et l'économie. L'administration Bush est sur la touche avec sa politique seulement fondée sur les sanctions et le non-engagement avec le régime radical de Téhéran. L'UE a une occasion unique de prendre la direction des opérations sur une question vitale.

L'accord proposé par l'Angleterre, la France et l'Allemagne a été approuvé par les 35 membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), mais l'Union européenne doit aller plus loin. L'Iran développe des missiles de longue portée et il n'y a aucun moyen de vérifier que l'enrichissement de l'uranium n'aura que des finalités civiles. Un pays aussi riche en pétrole et en gaz n'a pas besoin d'un programme nucléaire civil. Les trois pays européens méritent des louanges pour avoir fait arrêter les deux douzaines de centrifugeuses à uranium, mais ce n'est pas le moment de se tresser des lauriers, il faut s'appuyer sur ce succès de trois façons :

- ▶ Il faut obtenir de l'Iran que les inspecteurs de l'AIEA puissent aller partout.
- ▶ L'Union européenne doit garder des moyens de pression sur l'Iran pour que les inspecteurs puissent se déployer efficacement et pour empêcher le développement d'un programme d'enrichissement du plutonium.
- ▶ L'UE doit, enfin, utiliser sa nouvelle relation avec l'Iran pour la pousser à cesser de financer le terrorisme.

De ces trois facteurs dépendra la réussite ou l'échec du test pour la politique étrangère européenne.

Peter Bergen



Peter Bergen est membre de la New America Foundation et auteur de *Holy War, Inc. : Inside the Secret World of Osama bin Laden*. Il est aussi l'analyste expert en terrorisme de CNN.

« Ils vont encore frapper... »

Source : Los Angeles Times

Référence : « They Will Strike Again ... », par Peter Bergen, *Los Angeles Times*, 12 décembre 2004.

Al Qaïda est-elle capable de réaliser une autre attaque de type « 11 septembre » aux États-Unis ? Si elle avait la capacité de mener ces opérations à l'aide de cellules dormantes sur notre sol ou même de frapper une cible mal défendue comme un centre commercial, elle l'aurait fait pendant l'invasion de l'Irak ou les élections. Tous les procès pour terrorisme aux États-Unis depuis le 11 septembre ont condamné des terroristes potentiels ou des complices, mais personne en train de planifier une attaque. En outre, et c'est tout à son honneur, la communauté musulmane états-unienne rejette les idées de Ben Laden. Le plus grand danger pour les États-Unis concernant Al Qaïda vient d'Europe. L'attentat contre les trois trains à Madrid, qui a fait 191 morts, a démontré que les jihadistes inspirés par Al Qaïda en Europe sont une vraie menace. Comme avec la cellule de Hambourg pour le 11 septembre, la prochaine attaque contre la sécurité nationale états-unienne aura une forte connexion européenne. Ils peuvent ainsi frapper Londres avec une bombe sale en plein cœur du quartier financier et ainsi affecter l'économie états-unienne. Qu'Al Qaïda réussisse ou échoue en Europe a une grande importance pour l'avenir de ce mouvement en Occident.

Bien que peu d'Américains musulmans ont adopté l'idéologie d'Al Qaïda, ce n'est pas le cas en Europe chez les 20 millions de musulmans. Une des raisons de ce phénomène est le niveau des discriminations contre cette population, beaucoup plus élevé en Europe qu'aux États-Unis. En tant que citoyens européens, ils ont plus de latitudes pour se déplacer dans d'autres pays occidentaux et mener des attentats comme l'ont fait deux Britanniques d'origine pakistanaise, en avril 2003 en Israël. Si ce phénomène a pu toucher Israël, cela peut toucher les États-Unis.

En tant que structure, Al Qaïda est faible depuis la perte de ses bases afghanes, mais en tant qu'idéologie, elle s'est renforcé avec la guerre d'Irak. La menace se développe proportionnellement à la croissance démographique de la population musulmane en Europe et il est urgent que l'Europe intègre mieux cette population.